
LOS ANGELES - Réunion du GAC : session sur le WHOIS
Mardi 14 octobre 2014 – 12h00 à 12h30 PDT
ICANN - Los Angeles, ÉTATS-UNIS

HEATHER DRYDEN:

Nous avons encore un point à aborder avant de faire la pause déjeuner et c'est la question du WHOIS.

Pour ceux qui n'appartiennent pas au GAC, je vous prie de bien vouloir quitter la salle.

Je répète, s'il vous plaît, les personnes ici présentes qui ne font partie du GAC, vous êtes priés de bien vouloir quitter la salle. Peut-être que les gens du secrétariat pourraient nous aider à faire en sorte que les personnes qui n'appartiennent pas au GAC quittent la salle. Merci.

Par rapport au WHOIS, nous avons eu une discussion au début de nos réunions de la semaine, pour voir où nous en sommes par rapport aux différentes initiatives en cours au sein de la communauté.

Hier, il y a une session de la communauté avec un certain nombre de panelistes qui nous ont fait des présentations par rapport aux pistes de travail. Il y a eu une présentation très détaillée. J'ai participé à ces échanges pour expliquer les difficultés auxquelles nous étions confrontés pour pouvoir suivre les différents travaux en cours et identifier exactement où nous pouvons intervenir de manière utile.

Je pense que vous avons eu un échange très utile avec nos collègues, ils comprennent quelles sont les difficultés pour nous. Nous avons proposé

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

la création d'une feuille de route où l'on puisse retrouver non seulement l'aperçu des différentes pistes de travail, mais aussi les liens entre ces pistes de travail. Nous avons écouté une présentation très intéressante de Bruce Tonkin, du conseil d'administration, qui nous a expliqué que dans certains cas, il s'agit d'un processus de développement de politique en cours, dans d'autres cas, il y a la mise en œuvre d'une politique déjà approuvée et dans d'autres cas, il s'agit de mesurer ou de réviser la mise en œuvre d'une politique en particulier.

Donc, puisque nous sommes vraiment intéressés par le processus d'élaboration de politiques, et potentiellement intéressés aussi par la mise en œuvre, nous avons trouvé que nous avons un certain intérêt à voir quelles sont les difficultés au niveau de la mise en œuvre et nous allons être attentifs à cette question.

Qu'est-ce qu'on a pu retenir ?

[COUPE DANS L'ENREGISTREMENT]

ETATS-UNIS :

Je ne vais pas rentrer dans les détails en ce moment, mais ce que j'ai pu retenir de la session d'hier est similaire au vôtre, mais je pense aussi que nous avons essayé de mettre l'accent sur la question de devoir comprendre toutes ces pistes de travail pour savoir comment avancer, ça c'est clair, vous l'avez dit, et je pense que nous avons fait passer un message d'hésitation dans le sens où ce sera difficile de pouvoir suivre toutes ces questions jusqu'à ce qu'on ait une idée plus claire.

Mais on nous a annoncé qu'il y a un appel à volontaires pour le groupe de mise en œuvre, et je suis un peu confuse si notre message a été pris en compte, parce qu'une partie de notre demande par rapport à la feuille de route concernait justement la question du calendrier.

Ce qu'on voit maintenant, c'est que nous avons cette annonce qui dit que si nous sommes intéressés par les politiques de conflit par rapport au WHOIS, nous devons rejoindre un comité ou un groupe de travail sur la mise en œuvre maintenant.

Donc, c'est une question à laquelle on pourrait réfléchir plus tard.

HEATHER DRYDEN :

Merci, les Etats-Unis d'attirer notre attention sur cette question.

La question est de savoir comment nous pouvons faire les choses. On nous demande de comprendre quelque chose alors qu'on ne comprend pas très bien ce que nous voulons. Donc l'idée, c'est de voir quel est le lien entre les différentes pistes de travail, autrement nous n'allons pas contribuer à ce travail.

Je pense que nous devons résoudre cette question. Merci beaucoup.

La Commission Européenne a demandé la parole.

COMMISSION EUROPEENNE : Oui, merci Madame la Présidente. Je tenais à vous rappeler que la Commission Européenne a fait un commentaire pendant la consultation publique.

Nous étions d'accord avec la proposition faite par la collègue des Etats-Unis. Il faut participer à la mise en œuvre, et nous devons faire participer d'autres collègues. Notre contribution a été soutenue par d'autres unités constitutives, nous avons déjà un point de départ et il serait intéressant de pouvoir en débattre entre ;es sessions avant Marrakech.

HEATHER DRYDEN :

Merci, Commission Européenne.

En tant que GAC, il nous faut faire une analyse des différentes activités qui sont en cours, c'est un point par rapport auquel il faut insister. Avant de quitter Los Angeles, il faut bien préciser ce dont nous avons besoin en tant que GAC pour pouvoir participer davantage à ce débat.

Maintenant, je pense que nous pouvons faire notre pause déjeuner.

Très bien, avant de faire la pause déjeuner, Michelle, est-ce que tu as des résultats à annoncer.

MICHELLE SCOTT-TUCKER:

Oui, j'ai quelques résultats.

Monsieur Imad Youssef Hoballah, du Liban, a reçu 37 votes, Monsieur Thomas Schneider, 61 votes. Le nouveau président du GAC est Thomas Schneider, pour la Suisse. Félicitations.

HEATHER DRYDEN :

Merci, Michelle. Félicitations à Thomas pour ce résultat.

Et merci aux deux candidats de s'être présentés à cette élection, merci de leur bonne volonté de vouloir assumer cette responsabilité.

Le Liban voulait dire quelque chose.

LIBAN :

Oui, je sais que nous avons tous envie d'aller déjeuner, mais après ce qui s'est passé, je pense que je peux me permettre de dire quelque chose.

Maintenant que les élections sont finies, je voudrais partager avec vous quelques réflexions.

Je crois que la gouvernance de l'Internet traverse une phase de transformation qui exige écoute, confiance et respect de toutes les parties intéressées. C'est une étape où il y a beaucoup d'émotion, et nous avons investi beaucoup de notre temps personnel, nous pourrions nous demander quelles sont les visions du GAC qu'ont les autres unités constitutives, mais nous devons aussi nous demander comme ils nous voient. Parce qu'On voit le GAC comme un organe très lent, très polarisé, et je pense que, surtout, ils nous considèrent comme un organe qui n'est pas constructif.

Vous ne serez pas surpris de ce que je viens de dire. Nous avons des défis très importants à relever.

Si nous devons considérer l'intérêt public, un grand défi consiste à pouvoir répondre à ces questions.

Quel est le rôle du GAC dans ce système multipartite, et quel est le rôle des gouvernements dans ce système multipartite, notamment lorsqu'il

y a beaucoup de gouvernements qui parlent de multipartisme mais qui commencent leurs propos en disant « mes intérêts sont », « mon point de vue », donc je suis surpris de voir que les gouvernements se trouvent des espèces de silos.

Je pense que nous avons tous des défis à relever et que parfois, ce n'est pas tout à fait positif d'en parler en public. Mais ces défis ont été clairs dans les événements qui ont mené à l'élection des présidents et des vice-présidents.

Beaucoup d'entre nous ont oublié ce que c'est que le principe d'intérêt public, d'un Internet public et libre et connecté.

J'ai accepté la nomination, la responsabilité de me présenter comme candidat à la présidence du GAC, et j'ai eu beaucoup d'espoirs que l'On puisse tous faire quelque chose de correct à l'aide d'une vision ouverte qui respecte, surtout, le point de vue des autres, pour aider les utilisateurs finaux. J'espérais qu'on puisse travailler dans un environnement sain pour pouvoir mieux échanger avec d'autres unités constitutives pour créer un consensus réel, multisectoriel, où le public, les consommateurs, tous les utilisateurs soient au cœur de notre décision.

J'espérais, pour nous, d'avoir une meilleure diffusion externe et pouvoir arriver aux pays en développement pour traiter les problèmes globaux eu lieu de nous préoccuper de comment faire les choses.

J'espérais qu'on puisse de ne pas défendre des intérêts qui ne soient pas sains, or nous avons créé des silos. Le GAC est confronté à un besoin urgent de fonctionner de manière adéquate. Il est malheureux que le

processus d'élection n'ait pas pris en compte ce que représentent l'écoute, les capacités, le fait de se polariser, le fait de reporter les choses à plus tard.

Bien sûr, je ne remets pas en cause les compétences et l'expérience de Tom, bien entendu, je ne veux pas qu'il y ait de malentendu là-dessus. Mais je pense que, pour une fois, il faut reconnecter le GAC. Je vais continuer à travailler, à faire ce qu'il faudra pour que l'utilisateur final puisse avoir une vie meilleure. Je suis là pour servir le bien dans un sens plus large.

Nous savons tous que la démocratie est le nom d'un jeu, mais que ce soit clair, la difficulté à laquelle nous sommes confrontés, c'est de surmonter les émotions, les difficultés, travailler ensemble, nous impliquer ensemble pour générer une confiance.

Merci à tous ceux qui m'ont soutenu, mon engagement. Tom a d'excellentes capacités, d'excellentes qualités, et s'il a le soutien et la participation adéquate, nous allons pouvoir travailler pour faire avancer le GAC, mais il faut que les membres du GAC le soutiennent. Il y a de grandes difficultés, un grand défi à relever et c'est à tous les membres du GAC et des unités constitutives de l'aider à surmonter ces difficultés et à aller de l'Avant.

Félicitations, Tom, et que Dieu nous aide.

HEATHER DRYDEN :

Merci de vos propos. Thomas, est-ce que tu souhaiterais dire quelque chose ?

THOMAS SCHNEIDER : Très franchement, maintenant c'est moi qui reporte un peu le moment du déjeuner et je m'en excuse.

Tout d'abord, je tiens à remercier toutes les personnes ici présentes et surtout les personnes qui m'ont fait confiance, je les remercie. Je remercie les gens qui m'ont soutenu pour le travail que j'ai fait jusqu'à maintenant.

Je veux aider le GAC à aller de l'avant, à progresser. Et je tiens à remercier Imad, parce qu'au niveau personnel, nous avons pu garder notre relation d'amitié tout au long de cette période, et j'en suis reconnaissant.

Comme vous le savez, ce sont d'autres délégations qui nous ont demandé d'accepter cette nomination. Cette nomination a été débattue en interne au sein de mon gouvernement, y compris les hauts fonctionnaires. J'ai accepté donc cette nomination, parce que la Suisse, pendant très longtemps, y compris à l'heure actuelle, est très engagée au développement de l'écosystème de gouvernance de l'Internet. Les processus de gouvernance de l'internet, je ne vais pas répéter ici nos engagements dans un forum où nous sommes si actifs, mais nous nous concentrons sur le renforcement des capacités et sur l'inclusion des pays en développement.

Et d'autres parties prenantes, qui se trouvent dans une situation de désavantage par rapport à l'accès à ces processus, cela nous préoccupe, et nous voulons contribuer à l'amélioration de cette situation.

Nous soutenons également l'approche multipartite, multi-partie-prenante, qui cherche à trouver des solutions et profiter des opportunités qu'offrent Internet et sa gouvernance.

Or, nous ne comprenons pas une approche multipartite comme un scénario où gagnent seulement ceux qui ont des armes, Pour nous, il s'agit d'un concept où toutes les parties prenantes travaillent ensemble, se respectent, travaillent sur la base de principes partagés et s'efforcent de se comprendre et de comprendre quels sont les besoin, les problèmes, les différents points de vue au sein du groupe.

Ceux qui ont participé aux débats de la CMSI savent que cela concerne les rôles de tout un chacun, et notamment, le rôle des gouvernements. Il faut mieux préciser ces rôles, ici, au sein du GAC, mais aussi ailleurs. Le débat doit inclure toutes les parties intéressées, en sachant quels sont les rôles de chacune de ces parties intéressées.

En tant que Suisse et représentant du gouvernement suisse, je suis engagé à la transparence, à la responsabilité, à la reddition de compte dans ce groupe de parties prenantes pour que tous, peu importe la couleur de leur peau, la langue ou le pays qu'ils représentent, puissent faire entendre leur voix.

Peut-être qu'il est bien pour vous de savoir, puisque nous allons travailler ensemble dans les années à venir, que je viens d'un pays où la culture politique dit que tous les points de vue doivent être intégrés dans le gouvernement.

Nous nous efforçons de travailler ensemble quand on n'est pas d'accord, quand nous ne nous aimons pas, parce que nous sommes

convaincus que c'est seulement en travaillant ensemble que nous allons trouver des solutions utiles pour tous et qui vont permettre d'atteindre la paix et la prospérité.

Dans notre cas, nous avons quatre cultures, quatre langues, qui cohabitent, la culture allemande, puis nous avons un système de démocratie directe, si nous ne sommes pas d'accord, la culture allemande qui est majoritaire gagnerait à chaque fois. Mais nous savons que parfois, il faut de manière volontaire, chercher les minorités, faire céder la majorité, pour qu'on ne soit pas gouvernés par les plus forts.

Voilà un point de vue fondamental que je soutiens. Nous devons renforcer les minorités, nous devons aider les plus faibles, et assurer l'égalité. Si on ne le faisait pas dans mon pays, la Suisse serait divisée, serait fragmentée en différentes parties, et toutes ces parties savent que nous pouvons contribuer à améliorer la qualité de vie si nous travaillons ensemble.

Et cela s'applique aussi à l'internet.

Je vois mon mandat au sein du GAC comme un mandat visant à créer des ponts, à créer une ambiance où l'on puisse travailler ensemble, être à l'écoute, participer, inviter d'autre à nous rejoindre, faciliter donc l'accès d'autres à notre travail, créer des ponts, créer un environnement dans lequel on puisse parler, non seulement parler, discuter mais aussi trouver des solutions au sein du GAC. Mais aussi entre les gouvernements et avec d'autres unités constitutives et communautés en dehors du GAC.

Il faut que notre rôle soit compris, que les autres comprennent quel est notre travail. Il nous aussi comprendre les besoins, les rôles des autres, et améliorer, renforcer le travail du GAC. Parce qu'il y a beaucoup plus d'opportunités, il faut renforcer la relation entre le GAC et le reste de la communauté. C'est un point extrêmement important.

Tel que Imad l'a dit, ce sera un grand défi, ce ne sera pas facile et je ne vais pas y arriver tout seul. J'ai besoin de vous, ceux qui ont voté pour moi, ceux qui n'ont pas voté pour moi, et j'en ai vraiment besoin.

Si nous ne travaillons pas en équipe, nous n'y arriverons pas. Ce serait très négatif pour le GAC, et ce serait négatif aussi pour la communauté de l'Internet.

Voilà l'esprit dans lequel j'ai grandi, et auquel je crois, et j'espère que nous aurons la possibilité de relever les défis qui se présentent à nous.

J'ai quelques commentaires du point de vue pratique. Le gouvernement suisse, comme je l'ai dit auparavant et comme l'a dit notre ministre-président, est engagé à mettre à la disposition du GAC les ressources nécessaires pour accomplir cette tâche.

Il faut savoir que nous sommes un petit gouvernement, que l'administration est assez petite, nous avons pris des mesures pour me remplacer si jamais je suis remplacé au sein de mon gouvernement ou au sein d'autres enceintes internationales où je représente la Suisse, c'est un grand défi pour nous. Parce que nous sommes un petit gouvernement, nous avons fait cela pour que tout cela puisse être opérationnel après la réunion de Marrakech et pour que l'on puisse être prêt à ce moment-là.

Nous avons été informés de la décision de la présidence actuelle de quitter le rôle de président après cette réunion de Los Angeles. Je ferai de mon mieux pour être prêt pour la réunion de Marrakech mais ce n'est pas facile pour mon gouvernement de me laisser partir avant ce vendredi.

Je vous prie de bien vouloir en prendre note.

Voilà, donc, le premier travail en équipe qu'il va falloir que l'on fasse. Je demande à tous les fonctionnaires entrant et sortant du GAC et du secrétariat de travailler en équipe pour essayer de trouver une solution afin que le GAC puisse continuer à fonctionner d'ici au mois de février. Je vous remercie de votre compréhension et j'espère donc travailler avec vous dans mon nouveau rôle, mais dans la même équipe que celle du GAC. Merci.

HEATHER DRYDEN:

Merci beaucoup, Tom, et bon courage.

Maintenant, nous allons faire la pause déjeuner. Je vous prie de revenir à 14:00 pour continuer notre travail. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]